



Représentations et attitudes des populations locales vis-à-vis du changement climatique

Boris VALLEE

Vice-président du GIEC Local, Boris VALLEE est maître de conférence en Psychologie Sociale et Organisations à l'Université de Rouen-Normandie, membre du Laboratoire CRFDP - Centre de Recherche sur les Fonctionnements et les Dysfonctionnements Psychologiques, et co-responsable du Master 2 Psychologie du Travail et Ingénierie Psycho-sociale.

Certains de ses travaux sont clairement menés dans une perspective appliquée et intéresse la question du changement comportemental. Il mène, dans divers contextes des travaux sur les effets simples¹ ou cumulés de différentes techniques de soumission sans pression².

Liminaire : De la psychologie sociale à la psychologie environnementale

Il existe de très nombreuses définitions de la psychologie sociale. Selon les auteurs, certains aspects ou spécificités sont plus ou moins accentués. Dans le cadre du GIEC local, nous nous appuyons sur celle donnée par Fischer (2015) dans la mesure où celle-ci permet de réaliser un lien assez évident avec une discipline connexe : la psychologie environnementale.

La psychologie sociale s'intéresse essentiellement au vécu et aux relations que nous entretenons avec les autres, à l'intérieur des groupes ou des cadres sociaux dans lesquels nous vivons. Dans cette perspective, elle considère notamment comment les aspects sociaux influencent tant les personnes que les contextes dans lesquels nous évoluons (Fischer, 2015, 5^e Ed, p. 1). Cette approche définitionnelle de la discipline circonscrit plusieurs variables sur lesquelles nous porterons

plus particulièrement notre attention et en particulier sur la question environnementale. La psychologie environnementale possède ainsi des liens assez évidents avec la psychologie sociale (méthodologies, modèles théoriques, ... champ d'application vs discipline à part entière ? Ce débat ne sera toutefois pas traité dans le cadre de ce rapport). La définition donnée par Moser (2003) appuie cette idée et considère la psychologie environnementale comme l'étude des interrelations entre l'homme et son environnement physique et social, dans ses dimensions spatiales et temporelles.

Ainsi la spécificité de la psychologie environnementale est d'étudier les attitudes, les perceptions, les conduites en relation avec le contexte physique et social dans lequel l'individu évolue (Moch & Moser, 1997).

Notre objectif est à travers les questions formulées par le GIEC local de mobiliser des connaissances scientifiques permettant de nourrir la réflexion locale sur la question du changement climatique. Nous tenterons de mobiliser prioritairement des connaissances scientifiques locales, nationales, ou le cas échéant internationales permettant de répondre aux deux séries de questions suivantes :

1. Quelles sont et quelles pourraient être les représentations, les attitudes des populations vis-à-vis du changement climatique ?
2. Face à ces changements, quelles stratégies d'adaptation les populations pourraient-elles mettre en place ? Plus exactement quels leviers utiliser afin d'impulser et/ou accompagner ce changement ?

¹ Meineri, Dupré, Guéguen, & Vallée, 2017 ; Meineri, Dupré, Vallée, & Guéguen, 2015 ; Pascual, Meineri, Carpenter, Jugel, Guy, Vallée, & Guéguen, 2015 ; Vallée, Martin, Meineri, & Pascual, 2014

² Pascual, Dagot, Vallée, & Guéguen, 2009 ; Meineri, Dupré, Guéguen, & Vallée, 2016

Changement climatique : représentations et attitudes des populations

Si la question des liens entre représentations sociales et changement climatique est largement traitée à l'échelon international, la revue de la littérature menée sur cette dimension est assez lacunaire sur le territoire Normand. Il est toutefois possible d'extraire dans certains articles scientifiques des sous-échantillons (Grand Ouest) qui peuvent, en partie, correspondre aux typologies de publics Normands. C'est par exemple le cas du programme de recherche CLIMASTER, financé par le programme PSDR (Pour et Sur le Développement Régional).

L'ouvrage issu de ce programme de recherche mobilisant 70 chercheurs et experts de plusieurs disciplines (Merot, Dubreuil, Delahaye & Desnos, 2013) réalise un état des lieux du changement climatique, du Calvados à la Charente. Plus spécifiquement, au-delà des données chronologiques et passées et les chroniques climatiques simulées, il a été aussi question dans ce travail d'identifier d'un point plus psycho-social les perceptions du changement climatique de différents acteurs. La recherche de Michel-Guillou (2014) porte dans ce cadre sur la représentation sociale du changement climatique auprès de gestionnaires de l'eau. L'auteure s'appuie sur la définition du changement climatique donnée par le GIEC (2007) : il s'agit d'une « *variation de l'état du climat que l'on peut déceler (...) par des modifications de la moyenne et/ou de la variabilité de ses propriétés et qui persiste pendant une longue période, généralement pendant des décennies ou plus. Il se rapporte à tout changement du climat dans le temps, qu'il soit dû à la variabilité naturelle ou à l'activité humaine* » (GIEC, 2007, p. 30).

L'étude a concerné (de fin 2011 à début 2012) 139 personnes dites gestionnaire de l'eau³ d'une part, et, à des fins comparatives, 102 personnes « tout venant » qui ont été invitées à répondre à l'enquête d'autre part. Les résultats montrent globalement que les prises de position et représentations du changement climatique des personnes interrogées ne sont pas sensibles à leurs insertions sociales (zone géographique ou appartenance aux SAGE). Ainsi, le changement climatique est principalement décrit à travers ses effets

(réchauffement, sécheresses, tempêtes). Comme le souligne l'auteure, *si les enquêtés s'accordent à reconnaître une responsabilité humaine dans l'évolution actuelle du climat, l'expression d'une causalité humaine est faible dans les associations spontanées de mots (3,9 %) et est minorée par l'idée que l'homme ne peut être tenu pour seul responsable (2,2 %). Ces résultats laissent supposer que la représentation sociale du changement climatique s'avère influencée par les médias* (Cabecinhas et al., 2008 ; Michel-Guillou, 2012a, 2012b) car elle apparaît fortement stéréotypée et peu empreinte de vécu (p. 664).

Un deuxième niveau de résultats concerne le regard que les personnes interrogées portent sur la science et la perception qu'elles ont des changements au niveau local/global. Trois groupes de participants se dégagent alors. Des individus qui perçoivent les changements à un niveau local et qui « remettent » en question leur confiance envers la science, inversement des personnes qui ne perçoivent pas de changement localement mais souscrivent aux données de la science au point de vue global. Un dernier groupe ne perçoit ni les changements à un niveau local et émettent des doutes sur les dimensions scientifiques. À partir de ces éléments, l'auteure conclue qu'« **il apparaîtrait peut-être plus pertinent d'agir avec les personnes au niveau des effets plutôt que des causes, et d'autant plus si l'évocation de ces effets est remplacée à un niveau local** » (p. 665).

Avec ce premier type de résultats, on saisit l'enjeu d'identifier le « bon grain d'analyse » afin d'imaginer des interventions. En tout état de cause, **il convient de disposer d'outils permettant de saisir les dynamiques de prises de position des populations vis-à-vis du changement climatique et plus globalement sur la question environnementale**. À suivre Dunlap & Jones (2002), il existe une multitude (plus de 700) d'échelles permettant de saisir les attitudes environnementales auprès des populations. À Marseille et Nice, Mudaliar et ses collaborateurs ont utilisé une version française et adaptée de

l'échelle de perception du changement climatique (Rishi & Mudaliar, 2014). Il s'agit d'une échelle de type Likert, qui mesure par l'intermédiaire de plusieurs dimensions (conscience du changement climatique, stress climatique et préoccupation émotionnelle, faire face et adaptation, confiance institutionnelle, bien être côtier), les aspects cognitifs, affectifs et motivationnels de la perception du changement climatique. De la même manière, il est possible de disposer sur le rapport aux questions environnementales deux autres échelles validées en langue française : la New Ecological Paradigm Scale (NEPS, Dunlap, Van Liere, Mertig & Jones, 2000, version française de Schleyer-Lindenmann, Dauvier, Ittner & Piolat, 2014) ou encore la validation française par Moussaoui et al. (2016) de l'Environmental Attitudes Inventory, brief version, développée par Milfont et Duckitt (2010).

Néanmoins, si d'autres initiatives en France s'attardent sur les perceptions du risque côtier ou de submersion marine (ex. estuaire de la Gironde via un projet THESEUS, littoral Languedocien), il n'existe à notre connaissance aucune recherche mobilisant ces échelles ou qui investigate (mesures ou discours) les perceptions du changement climatique à Rouen ou plus largement en région Normandie.

Soulignons que d'autres variables psychosociales doivent être considérées dans l'étude et l'analyse des attitudes des populations vis-à-vis du changement climatique. Au-delà des insertions sociales des sujets (agriculteurs, habitants de zones à risque, niveau de pauvreté des populations,...) des construits spécifiques tels que la « distance psychologique et temporelle » vis-à-vis du changement climatique, le niveau de scepticisme envers les arguments et preuves scientifiques, ou plus généraux (attachement au lieu de vie, sentiment de contrôle, d'efficacité, niveau d'indépendance/interdépendance, valeurs,...) peuvent/doivent intégrer la matrice de compréhension des attitudes et/ou comportements pro-environnementaux. Encore une fois, **nous ne disposons pas à de données sur ces aspects au niveau du territoire Normand**.

³ Il s'agit acteurs locaux en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre de Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE). Pour ce faire, ils se regroupent au sein d'une Commission Locale de l'Eau (CLE), constituée par arrêté préfectoral de 50% d'élus (maires, représentants de syndicats des eaux, etc.), 25% de représentants des usagers (associations environnementales, associations de consommateurs, chambre d'agriculture, représentants des industries, etc.) et 25% de représentants de l'Etat (Agence Régionale de Santé, établissements publics, etc.), p.654-655.

⁴ Cette représentation peut être aussi influencée par de multiples variables comme par exemple le contexte d'énonciation (cf. Bertoldo & Bousfield, 2011).

Quels leviers utiliser afin d'impulser et/ou accompagner le changement comportemental ?

Parce que les problèmes environnementaux proviennent principalement du comportement humain, les psychologues de l'environnement ont beaucoup à apporter en tant que spécialistes dans le développement et l'évaluation des interventions favorables à l'environnement (Jaeger & Schultz, 2017, p. 199)

La séparation volontaire entre des éléments touchant la sphère des idées (attitudes, représentations) et des comportements dans ce document symbolise la difficile connexion et la non linéarité des relations entre attitudes et comportements. En effet, la littérature scientifique regorge de travaux (dé) montrant le décalage entre ce que pensent les individus, leurs intentions et les comportements qu'ils manifestent effectivement en situation (par exemple, Bickman, 1972; Sheeran, 2002,...). Quelles solutions la psychologie sociale et la psychologie de l'environnement pourraient-elles donc offrir aujourd'hui pour « dépasser » les freins et les difficultés de mise en œuvre des comportements adaptatifs ?

Il existe de nombreux modèles théoriques permettant de répondre à cette question. Le Graine Rhône-Alpes a d'ailleurs eu l'occasion de réaliser des fiches synthèses d'une

grande partie de ces modèles. **À l'échelon local, des initiatives sont actuellement menées entre le Laboratoire de Psychologie de L'Université de Rouen-Normandie et l'ADEME mais restent encore embryonnaires.** Ceci dit, il est possible d'identifier plusieurs modèles visant le changement comportemental des populations et/ou des institutions.

Depuis une quarantaine d'années il existe de nombreuses recherches visant à modifier les comportements dans un sens plus pro environnemental. S'appuyant sur le modèle du Community-Based Social Marketing, Shultz (2014) propose d'identifier des stratégies spécifiques « efficaces » en fonction des barrières identifiées (fortes vs faibles) et des gains potentiels (forts vs faibles). Le CBSM (Marketing social communautaire) est un type du marketing social qui exploite les outils et les méthodes des sciences du comportement (McKenzie-Mohr,

Lee, Schultz, & Kotler, 2012). L'approche est qualifiée de « communautaire » parce qu'elle se concentre sur un groupe de personnes (quartiers, zone géographique, réseaux sociaux, groupes de pairs, lieu de travail, ville, bâtiments collectifs,...). Le recours aux incitations (notamment financières) ou aux campagnes de persuasion ou de sensibilisation montre des limites importantes sur la sphère comportementale. Ainsi, des modèles plus orientés vers l'action sont aujourd'hui disponibles dans la littérature scientifique et ont montré leur « efficacité » dans le champ de l'environnement (théorie de l'engagement, communication engageante, implémentation d'intention, identification de l'action, normes sociales,...). **Il reste donc à engager tout un programme de recherches visant, dans une perspective appliquée, de confronter à l'échelle Normande ces savoirs théoriques aux réalités du terrain et ce dans une visée de transformation.**

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Toutes les références bibliographiques (articles et études) cités dans ce document sont disponibles auprès de l'auteur à : boris.vallee@univ-rouen.fr

Notes

[illegible]

En cas d'utilisation de données ou d'éléments de ce rapport, il doit être cité selon la forme suivante :

Vallée B., 2018. Représentations et attitudes des populations locales vis-à-vis du changement climatique. Rapport du GIEC local pour la Métropole Rouen Normandie, 8 p.

Le GIEC local ne serait en aucune façon responsable des interprétations, productions intellectuelles, et publications diverses résultant des résultats de leurs travaux et pour lesquelles il n'aurait pas donné d'accord préalable.

Le GIEC local est un groupe d'experts créé dans le cadre de la COP21 Rouen Normandie et financé par la Métropole Rouen Normandie. Les experts proviennent des structures suivantes :



INSTITUT NATIONAL
DES SCIENCES
APPLIQUÉES
ROUEN NORMANDIE



CONTACT

Léo KAZMIERCZAK - Chargé de projet climat
leo.kazmierczak@metropole-rouen-normandie.fr
Tél : 02 76 30 30 35